

HENRI BOURASSA

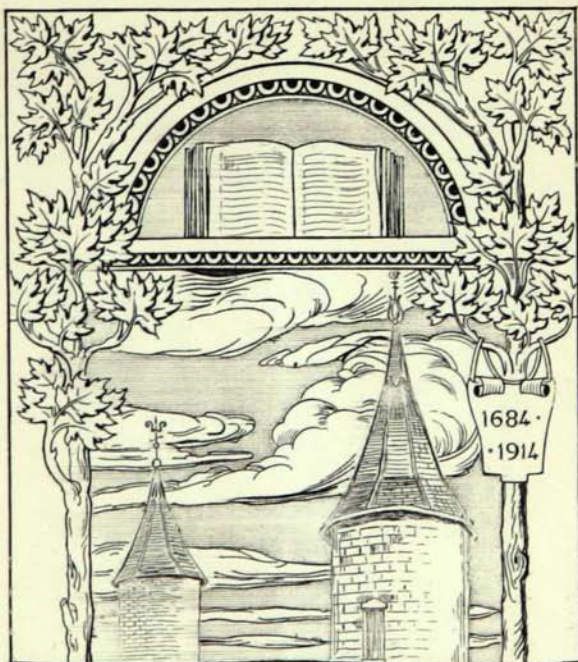
Impressions d'Europe



Articles parus dans le "Devoir"



JUILLET 1938



BIBLIOTHEQUE
SAINT-SULPICE MONTRÉAL



Impressions d'Europe

La France catholique — Trois opéras: Verdi, Wagner, Gounod

Impressions d'Europe

Articles parus dans le "Devoir"

JUILLET 1938



Intrusions d'Europe

D
727
B63

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-PIERRE

B. Q. R.
NO. 4906

Impressions d'Europe

La France catholique — Trois apôtres: Verdier,
Baudrillart, Gerlier

De vieux habitués du *Devoir* trouveraient, paraît-il, plaisir et profit à connaître mes récentes impressions d'Europe. J'aimerais mieux *dire* qu'*écrire*; mais la saison n'est pas propice aux paroles volantes. Dérouillons donc la vieille plume. Si elle gratte et crache, tant pis.

Avertissement préalable: à chacun de mes voyages — c'est le dixième en quarante ans bientôt — je m'applique à mettre d'accord les impressions anciennes et nouvelles, à comparer les situations, à reviser les jugements. D'où une certaine synthèse, jamais définitive. C'est cela que j'offre aux lecteurs du *Devoir*, en toute simplicité et sans prétendre à aucune sorte de certitude.

* * *

Parlons d'abord de la France catholique. Elle me paraît en plein essor. A tout prendre, l'Eglise de France n'a pas connu d'aussi beaux jours depuis des siècles. Elle s'est affranchie du joug que rois et parlements ont fait peser sur elle depuis Philippe le Bel jusqu'à la rupture du Concordat. Elle est délivrée de l'avalissant patronage des grands, qui fut sa plaie sous l'ancien régime. Elle se dégage de plus en plus des compromissions politiques, voire de la plus pernicieuse des hérésies contemporaines, le racisme.

Inspirés et soutenus par le Souverain Pontife, les chefs ecclésiastiques de la France comprennent mieux que jamais la nécessité de l'action catholique; mais, comme le Pape, ils savent qu'avant d'*agir*, et pour agir avec fruit, les catholiques doivent *vivre* et *penser* en catholiques. Ils comprennent aussi que l'arme la plus efficace contre l'impiété, l'irréligion ou l'indifférence, ce n'est pas la controverse, encore moins l'invective, mais le *rayonnement* de la vie catholique, individuelle et sociale. C'est la méthode qui a permis à saint Pierre Canisius de sauver le catholicisme dans l'Allemagne du Seizième siècle.

Pour peindre cette situation, il suffit de mettre en lumière la personne et l'action de trois des évêques de France: le Cardinal Verdier, archevêque de Paris, le Cardinal Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris, le Cardinal Gerlier, archevêque de Lyon. Rarement, peut-être jamais, la France n'a possédé, *en même temps*, trois hommes d'Eglise dont le caractère, les aptitudes, le tempérament, se complètent si bien et permettent à chacun de donner dans sa sphère la plénitude de son effort. Verdier, c'est l'Eglise conquérante; Baudrillart, c'est l'Eglise enseignante; Gerlier, c'est l'Eglise rayonnante.

L'oeuvre maîtresse du cardinal Verdier, c'est la reconquête spirituelle de cette immense banlieue de Paris où, depuis des générations, des millions de Français naissaient, s'accouplaient et mouraient comme des brutes. Certes, on ne saurait trop louer l'expansion missionnaire de la France au XIXe siècle. Mais alors que des milliers d'apôtres, sortis de la terre gauloise, évangélisaient les païens d'outre-mer, le paganisme envahissait la France. Non pas le culte des idoles et des fétiches, mais l'oubli total de Dieu, la perte de toutes les valeurs spirituelles. Poursuivant l'oeuvre entamée par ses prédécesseurs immédiats, le cardinal Verdier a donné une impulsion extraordinaire aux missions intérieures, à la vie paroissiale de son diocèse. Il a fait bâtir plus de cent églises nouvelles dans les quartiers excentriques de Paris. Pas de somptueux monuments d'art, mais des maisons de prière et d'enseignement: la matière subordonnée à l'esprit. A l'appel du cardinal, des centaines de prêtres et d'apôtres laïques se sont voués à la rédemption des faubouriens qui vivaient à l'ombre de la mort. Les résultats ont dépassé toutes les espérances. Lorsque le cardinal ira rendre compte à Dieu de son fécond apostolat, il aura un beau cortège de *rescapés* du naufrage éternel.

* * *

Il ne suffit pas d'augmenter le nombre des croyants et des pratiquants; il faut aussi les habituer à penser droit, à s'armer pour les combats de la vie; ceux surtout à qui les connaissances acquises, la situation sociale, la fortune, imposent le devoir de diriger les masses. C'est à cette oeuvre d'enseignement et de direction intellectuelle que le glorieux recteur de l'Institut catholique, le Cardinal Baudrillart, consacre tous ses efforts depuis plus de soixante ans. Avec cet autre illustre ami du Canada français, Gabriel Hanotaux, c'est, j'allais dire, le plus étonnant vieillard que je connaisse; mais, sauf à la mesure du calendrier, le terme est inapplicable à ces deux grands Français. "Eternelle jeunesse" ne vaut pas mieux. L'un, à quatre-vingts ans, et l'autre, à quatre-vingt-cinq, ont toute la vigueur et l'équilibre mental d'hommes de quarante ans, sains de corps et d'esprit. Ni l'un ni l'autre ne tombent de parti pris dans l'optimisme ou le pessimisme: ils voient dans la réalité hommes et choses d'autrefois ou d'aujourd'hui; ils disent ce qu'ils voient comme ils le voient.

Relater, même succinctement, l'oeuvre du Cardinal Baudrillart, depuis le jour où il donnait ses premières leçons à l'école Bossuet, en 1876, exigerait tout un volume. La vocation d'enseigner, mieux encore, d'éduquer, était innée en lui. Il n'avait pas douze ans qu'une vieille et spirituelle amie de sa famille, Louise Bertin, fille du fondateur des *Débats*, l'avait surnommé le "conseiller des familles". Il l'est encore, plus et mieux que jamais. Notez bien: pas seulement "conseiller de la jeunesse", mais "conseiller des familles", c'est-à-dire des pères et des mères autant que des enfants.

Cédant aux instances de ses admirateurs — oh! sans peine et même en y mettant une certaine complaisance qu'il avoue avec une charmante simplicité — le Cardinal s'est décidé, sur le tard, à tirer de ses cartons des notes, des fragments de discours, etc. Il a mis cela en ordre, donné le *finishing touch*, et livré à l'impression, pour le plus grand bien de tous, vieux et jeunes, qui veulent

s'éclairer et servir Dieu, l'Eglise, la société, la patrie. Souhaitons que Son Eminence continue à dépouiller ses cartons!¹

Cette activité littéraire (j'exècre le mot, mais je l'emploie, faute d'un meilleur à portée de ma plume) n'entrave en rien les fonctions du Recteur de l'Institut, lesquelles ne sont pas une sinécure, tant s'en faut. Entre temps, le Cardinal jette un regard sur le monde extérieur. Au moment de mon arrivée à Paris, il venait de publier dans les *Débats* (7 mai) un article magistral: *Evêques, Empereur, Führer — (1811-1938)*; — parallèle saisissant entre Napoléon, cherchant à corrompre ou violenter les évêques de France, et Hitler, surprenant la bonne foi (?) des évêques autrichiens; entre le doux Pie VII, résistant à l'Empereur, et l'énergique Pie XI, tenant tête au Führer. Lisez la conclusion:—

“Comment s'exercera sur celui-ci la divine *Nemesis*? *Mihi vindicta, dicit Dominus*. Elle vient toujours un peu plus tôt, un peu plus tard. Hitler mourra-t-il dans un lit impérial à Berlin, le Berlin des Hohenzollern, quand il aura consommé la décadence de Vienne, après avoir sacrifié l'indépendance, la culture et la foi de l'Autriche, sa mère? Périra-t-il au cours de quelque guerre étrangère ou civile? Je doute que l'Angleterre, même victorieuse, lui fasse partager avec Napoléon l'honneur et la légende de Sainte-Hélène.² Je sais que, pour lui aussi, priera le Pape, et que, si les chrétiens ont le courage de lutter, fidèles aux sublimes appels de leur chef et de leur père, ils feront de nouveau luire sur le monde, aujourd'hui désemparé, la sainte et fière devise: *Christus vivit, Christus regnat, Christus imperat.*”

Voilà comme on écrit quand on a lu l'histoire avec des yeux normaux, — pas des yeux de myopes, aurait dit Joseph de Maistre, — et qu'on l'a enseignée, un demi-siècle durant, en honnête homme, témoin de la vérité naturelle et révélée.

Comme de juste, l'article fut arrêté à la frontière d'Allemagne. Mais le piquant, c'est qu'un journal polonais ayant reproduit cette maîtresse pièce, le numéro fut saisi et brûlé, d'ordre du gouvernement de Varsovie. Notez que le Cardinal fait partie d'une société d'amitiés polonaises, à Paris. Voilà qui en dit long sur la valeur des alliances franco-slaves. J'y reviendrai peut-être, au chapitre de la situation internationale. Le Cardinal s'est fort amusé de cet autodafé. Sa prodigieuse mémoire a dû lui rappeler les jours où Luther brûlait de sa main les bulles du Pape, et le temps où, d'ordre du Roy Très-Chrétien, de la Sorbonne et du Parlement, le culte de saint Grégoire VII était interdit en

¹ A signaler, entre autres: *Seigneur, que voulez-vous que je fasse?* (Beauchesne, éd., 2 f.); *Soyons prêts* (Collection à 1.95 f., Flammarion, éd.); *A deux — La famille et l'école chrétiennes au secours de la société française* (Editions "L'Ecole", 4 f.). Ce dernier ouvrage devrait se trouver entre les mains de tous les éducateurs, hommes et femmes. J'exprime le vœu que le *Devoir* assure la prompte et large diffusion de ces trois brochures.

² D'autant moins que l'Angleterre de Chamberlain et l'Allemagne hitlérienne sont plus près que jamais de s'entendre, bien mieux que l'Angleterre de Pitt et la France de Bonaparte.

France. Où est Luther? Où sont les Rois Très-Chrétiens? Et le protestantisme, et le gallicanisme, ces frères jumeaux?

* * *

Rayonnement — je ne trouve pas de mot qui peigne mieux la physionomie morale et matérielle du Cardinal Gerlier, son action apostolique, son emprise sur les âmes, les coeurs, les esprits. Voici trente ans que je connais Pierre Gerlier — pardon, Eminence! Dès cette première rencontre, j'avais — chose facile à qui savait voir et entendre — noté la beauté du regard, la candeur de l'expression, la maturité de l'esprit, la sûreté du jugement, la rectitude de la pensée, la mesure dans l'expression. Tel était en 1908 le jeune avocat à qui tous prédisaient le plus brillant avenir. (Il avait déjà plaidé de belles causes. Albert de Mun voyait en lui son successeur.) Tel était en 1914 le lévite de quelques semaines, lorsque la guerre le saisit pour l'abattre dès le début, grièvement blessé, prisonnier, puis interné en Suisse, où l'allait rejoindre sa douce et sainte mère. Tel je le retrouvais en 1922, prêtre nouvellement ordonné, voué à ces missions de banlieue auxquelles le Cardinal Verdier a donné une si féconde impulsion. Depuis, je ne l'avais pas revu. Mais dans une brève relation du Consistoire où il fut préconisé, j'avais lu que Pie XI signalait le "sourire lumineux" que le Cardinal Gerlier porterait de Lourdes à Fourvières, en passant par Rome; et je me disais: c'est toujours le même Pierre Gerlier!

A chacun de mes voyages, je me fixe un point central; le reste varie. Cette fois, le but, c'était Lyon. Je m'étais promis d'y passer la Semaine Sainte. Je me suis tenu parole; je m'en féliciterai toute ma vie.

Dès le lendemain de mon arrivée, j'assistais à la manifestation organisée par tous les barreaux de France en l'honneur de l'ancien avocat de Paris, devenu Primat des Gaules. Par un honneur un peu entaché de fraude — quoi de plus naturel? — j'y représentais le barreau canadien. Pardon! messieurs mes "confrères" d'un jour. Au reste, j'eus la loyauté de prévenir le bâtonnier de Lyon de ma modeste situation d'étudiant en droit à perpétuité. Réparation faite, je jouis sans remords du charme de cette fête. Je n'entreprends pas de résumer les allocutions, pas même celle, exquise, du Cardinal, ni de célébrer le banquet, digne de la réputation si bien méritée de la cuisine lyonnaise. Ce que je veux noter, c'est l'esprit de cette fête. Toute la haute et moyenne basoche de France y était représentée par ses membres les plus éminents: bâtonniers, doyens, etc. Prenez le mot "basoche" dans son sens antique et respectable; mais rappelez-vous aussi que cette catégorie de Français a fourni, en six siècles, les pires et les plus constants ennemis de l'Eglise: légistes gallicans, robins jansénistes, mauvais conseillers des rois, fauteurs d'hérésies, fabricants et pratiquants de toutes les lois "scélérates" ou insidieuses décrétées contre l'Eglise, depuis les jours de Pierre Dubois jusqu'à ceux de Waldeck-Rousseau. A cette réunion figuraient tous les partis, toutes les nuances d'opinion qui divisent, hélas! les Français: royalistes, communistes, libéraux, radicaux, catholiques, libres-penseurs, etc., etc., etc. Et c'est au prince de l'Eglise autant qu'à l'ancien "confrère" qu'on rendait hommage. Et dans sa réponse, à la fois familière, éloquente, chaleureuse et toute simple, le pontife, tout en évoquant les souvenirs

du palais et de la Conférence des avocats, trouvait sans effort le moyen de faire entendre que le sacerdoce ecclésiastique dépasse tout de même le sacerdoce légal.

Voilà qui n'eût pas été possible il y a vingt-cinq ans, il y a cent ans, certainement sous aucun règne d'ancien régime, depuis saint Louis. Et c'est déjà un indice de l'évolution des esprits. C'est aussi une preuve éclatante du prestige dont jouit le plus jeune des Cardinaux français.

Parlerai-je des cérémonies de la Semaine Sainte: Lyon, on le sait, comme Milan, conserve sa liturgie particulière, approuvée par le Saint-Siège. Cette liturgie est de toute beauté. J'ai passé deux Semaines Saintes à Rome. Certes, la ville des Papes, de Pierre à Pie XI, reste l'unique centre de l'unique Eglise. Les manifestations solennelles du culte romain sont d'une splendeur incomparable; mais, à mon humble avis, deux choses les gâtent: les *fioritures* du chant italien, là où la réforme de Pie X et de Perosi n'a pas encore vaincu l'indéracinable vanité des soprani masculins (ou émasculés), — sans parler des ténors — et la *circulation* des curieux, celle surtout des fournées à la Cook. Il faut souvent se boucher les yeux et les oreilles pour prier le bon Dieu tout à l'aise. A Lyon, rien de cela. Point ou peu d'étrangers, une foule recueillie, un chant magnifique, — pour tout dire, celui du Jeudi et du Vendredi saints plus beau (à mon goût) que celui de Pâques — un clergé et un chœur parfaitement disciplinés, enfin un Pontife qui, tout en officiant, prie *pour vrai* et donne le goût de prier.

N'allez pas croire que le *rayonnement* du Cardinal se borne aux fructueux contacts avec les dirigeants de la société laïque, ni à l'accomplissement de ses hautes fonctions épiscopales. L'un des jours de cette semaine si remplie, il allait, dans deux paroisses de la campagne lyonnaise, baptiser trois nouveaux nés, tous trois les douzièmes rejetons de leurs vaillantes familles!

Oui, la France catholique est vivante et vivifiante, la famille française existe encore. La foi gagne ou regagne du terrain, elle engendre des oeuvres, des oeuvres de rédemption individuelle et sociale.

Certes les taches et les tares, les plaies et les bosses, les lacunes et les excroissances, les menaces et les dangers, abondent encore; mais je crois sincèrement que le bien l'emporte de plus en plus sur le mal, pour la simple raison que les catholiques, prêtres et laïques, voient plus clairement le bien à faire, le mal à combattre et s'y appliquent avec zèle et intelligence.

La France sociale — Grèves et occupations d'usine — Réactions

En juin 1936, j'étais arrivé à Paris le jour où se déclanchaient la grande grève et les occupations d'usines et de magasins, suite de la victoire électorale du Front populaire. J'employai la majeure partie de mon temps à parcourir les quartiers populaires et à causer avec les grévistes, sans négliger les occasions de prendre langue dans les milieux bourgeois et conservateurs.

Que le mot d'ordre vint de Moscou, il n'y avait guère à en douter. Chose plus certaine, la masse des grévistes l'ignoraient. Ils obéissaient à la consigne syndicaliste. Les meneurs, qui poursuivaient un but politique et révolutionnaire, exploitaient habilement les griefs des ouvriers et des employés de magasin. Tels de ces griefs étaient fondés, notamment la demande du contrat collectif. L'occupation des locaux, illégale en soi, — M. Blum le reconnaissait hautement à la Chambre, — était peut-être le seul moyen d'amener les grandes compagnies à composition. En tout cas, elles s'y prêtèrent bientôt, grâce à l'habile intervention du président du conseil et du ministre de l'Intérieur, ce pauvre diable de Salengro, qui se suicida, à peu de temps de là, affolé par les attaques sauvages de la presse "conservatrice" et "patriote".

Mais le trait caractéristique et nouveau de cette crise, c'était le calme, la bonne humeur de la population parisienne et des grévistes eux-mêmes. J'en causais un jour avec un sergent de ville, un vieux chevronné, vétéran de la guerre. Il n'aurait pas demandé mieux, je pense, que de taper dans le tas; mais il admettait que jamais les Parisiens ne s'étaient mieux comportés. A plusieurs reprises déjà, j'ai signalé la bonne tenue des occupants d'usines, de magasins et d'hôtelleries, leur respect de la propriété, du mobilier, des approvisionnements liquides et solides. Je doute qu'en tout autre pays, et naguère en France, un mouvement si nettement révolutionnaire eût causé moins de dégâts.

En France et à l'étranger, on a fortement blâmé le gouvernement de n'avoir pas fait évacuer de force les locaux illégalement occupés. Ce n'était pas alors mon avis. Ce ne l'est pas davantage aujourd'hui. Si la crise s'est dénouée sans violence et, somme toute, sans trop d'avaries, si elle a suscité moins de rancunes et de haines que toute autre tentative d'émeute ou de révolution depuis un demi-siècle et plus, cela tient, dans une large mesure, aux procédés lénitifs du ministère Blum. Cet heureux résultat n'allège en rien, du reste, la responsabilité initiale des chefs socialistes et communistes: leurs déclamations antérieures, aggravées au cours de la campagne électorale, avaient préparé le mouvement.

Depuis, la situation s'améliore. Les grèves s'espacent et diminuent, en durée aussi bien qu'en intensité. On en fait généralement honneur à M. Daladier, le "taureau de Vaucluse", comme l'appellent les violents de gauche et de droite. Sans contester le mérite de l'actuel président du conseil, je fais la part plus large à la revanche du bon sens, de l'esprit de justice et du patriotisme des masses. Le nombre s'accroît sensiblement des ouvriers, même socialistes, même communistes, qui se *rebiffent* contre les ordres de Moscou et les décrets de Léon Jouhaux, l'impérieux secrétaire de la Confédération générale du Travail. Durant les quelques semaines passées en France, cette année, j'ai lu plusieurs manifestes d'ouvriers syndiqués, protestant contre les consignes de grève et réclamant une entente raisonnable avec les patrons.

Bref, le communisme me paraît en baisse, et comme doctrine sociale, et comme force politique. J'y reviendrai peut-être au chapitre de la "France politique". Pour l'instant, je me borne à faire observer que le communisme économique n'a guère de chance de triompher en France, celui de tous les grands pays d'Europe et d'Amérique où la propriété est le plus morcelée, où la richesse est, à tout prendre, le moins mal distribuée. Beaucoup d'adhérents du

communisme calculent comme la bonne vieille rentière à qui un économiste démontrait que, si toute la fortune française était mise en commun, sa quote-part serait infime. "Peut-être, Monsieur; mais avec ce que j'ai déjà, ça ferait pas mal." En France comme ailleurs, la plupart des communistes veulent leur part du bien d'autrui, mais n'entendent point verser au fonds commun leur pécule gros, moyen ou petit.

Et puis, il y a autre chose et mieux que cela. Le caractère français repose sur un fondement de justice, de fierté, de goût du labeur honnête, que toutes les propagandes étrangères ou internes n'ont pu encore détruire ni même entamer sérieusement. Avec raison, les économistes signalent le danger que le chômage volontaire fait courir à la production, donc à la fortune française; les sociologues et les moralistes parlent de prime à la paresse et à la démoralisation. Le danger est réel et le mal certain, mais, à mon avis, moins grave qu'il n'y paraît, moins profond, surtout. Le Français ne peut pas rester longtemps en grève ou en vacances; il peut mal faire, mais il ne sait pas "rien faire". Il a le goût inné du travail, ne serait-ce que pour satisfaire son besoin physique de s'agiter, et du travail bien fait, que ce soit par fierté, par conscience ou par vanité.



Dans cette salutaire réaction contre la théorie et les pratiques du communisme, quelle est la part d'influence de l'Eglise, des prêtres, des catholiques militants? Je l'ignore; ou, du moins, je ne possède pas toutes les données qui me permettraient de l'évaluer. Voici ce que j'ai constaté:—

1o—Le nombre et l'importance des syndicats chrétiens augmentent, lentement mais sûrement; d'autant plus sûrement qu'on s'est moins occupé de recruter en masse que d'assurer la formation vraiment *chrétienne* des syndicalistes chrétiens; c'est un exemple dont nous pourrions profiter.

2o— Les dirigeants catholiques, qu'ils portent soutane ou veston, se dégagent peu à peu des accointances financières. Longtemps ils figurèrent, aux yeux des ouvriers, comme les gendarmes des coffres-forts; cela paralysait leur action sociale, autant que leurs sympathies monarchistes entravaient leur action politique.

3o—Des directives pontificales, les chefs de l'Eglise de France n'ont pas pris les seules condamnations portées contre le communisme mais aussi celles qui frappent le capitalisme.

Dès le premier jour de la grande grève de 1936, le Cardinal Verdier faisait lire dans toutes les églises de Paris une lettre pastorale invitant riches et pauvres, patrons et ouvriers, à faire leur examen de conscience *sociale* et à réparer leurs torts réciproques avant de se jeter la pierre. A quelque temps de là, M. Auriol, socialiste, ministre des Finances dans le cabinet Blum, citait cette lettre du Cardinal à la tribune de la Chambre, dans son premier exposé budgétaire: fait unique, je pense, dans les annales du Parlement français.

Enfin, pour tout dire, le peuple français a conservé plus que nous le sens *social* chrétien.

Un jour de cette quinzaine de grève, en 1936, entre le Louvre et Saint-Germain-l'Auxerrois, je causais avec deux grévistes, un jeune et un vieux, com-

munistes avérés. Après quelques préliminaires, j'entamai une démonstration des avantages de la justice et de la charité, comme moyens de régler les conflits de classe. Leur méfiance se dissipait graduellement. Un moment, le vieux s'écria: "Ça, c'est vrai, Monsieur! Si tous les bourgeois pensaient et parlaient comme ça, les choses iraient mieux." — "Il y en a plus que vous ne croyez qui pensent et parlent comme ça. Le malheur, c'est que patrons et ouvriers ne se rencontrent que pour *s'engueuler* et jamais ou rarement pour causer en amis." — "Ça aussi, c'est vrai." Je lui arrachai cet autre aveu que les patrons les plus arrogants, les plus égoïstes, ce ne sont pas les vrais bourgeois, mais les ouvriers enrichis, les parvenus de fraîche date, chefs ou directeurs de grandes entreprises.

Je reste persuadé que si les contacts entre patrons et ouvriers étaient plus directs et plus ouverts, — sans intervention des meneurs, politiciens ou chefs de syndicats, — les conflits seraient moins fréquents, moins aigus; et le problème économique et social plus près d'une juste solution. N'est-ce pas également vrai en tous pays?

Ce qui ne s'améliore pas, pas plus en France qu'ici ou ailleurs, c'est la situation du petit propriétaire, rural ou urbain, du petit patron, du petit rentier, du modeste employé. Tous les concordats entre le grand patronat et le travail syndiqué se font à leurs dépens. Au train où vont les choses, la prédiction de Karl Marx sera bientôt un fait accompli, en Europe comme en Amérique: entre les exigences du syndicalisme et les résistances du capitalisme, la petite bourgeoisie sera broyée comme entre le marteau et l'enclume.



La France politique — Cinéma ministériel — Crise de régime? — Fin de l'anticléricanisme

Il m'arrive parfois de dire qu'en France, tout est bon, excepté la bière, les cigares et la politique. Ce n'est qu'à moitié vrai. D'abord, il y a, en France, d'autres choses qui ne sont pas bonnes. Et puis, après tout, certains cigares de la régie sont fumables, on boit d'excellente bière en Alsace, et la politique n'est pas si mauvaise qu'on le dit.

Les hommes valent mieux que les partis. Si l'on remonte le cours des soixante années écoulées depuis l'établissement de la république, on est étonné du nombre d'hommes de réelle valeur qui ont passé au gouvernement, à l'administration interne ou coloniale, dans les ambassades, à l'armée. Pour s'en tenir aux hommes d'Etat, il ne faut pas oublier qu'en tout temps et en tout pays, sous n'importe quel régime, les Richelieu, les Pitt, les Bismarck, les Mussolini ne foisonnent pas. Pourquoi attendre de la France plus que de tout autre pays, et de la République plus que de la Monarchie?

Le principal obstacle à l'action féconde et durable des hommes d'Etat, c'est celui que tout le monde signale, en France autant et plus qu'à l'étranger:

l'instabilité du pouvoir. Le défilé des ministères ressemble au déroulement d'un film de cinéma. Dans l'ordre purement administratif, cette instabilité offre moins d'inconvénients qu'on n'est porté à le croire. A cause même des fréquentes culbutes ministérielles, l'administration reste aux mains de fonctionnaires permanents qui, sans se déranger, changent de chefs comme de chemises. Mais, pour la grande politique, interne ou externe, il en résulte des maux réels, dont le pire et le plus constant est peut-être celui-ci: les chefs d'Etat ne font pas ou font mal ce qu'ils voudraient, devraient ou pourraient faire.

Dans le second volume de *Mon Temps*, Gabriel Hanotaux a signalé, avec toute l'autorité de sa longue expérience, ce vice du "système précaire et morcelé qui s'essayait en France sous le nom de régime parlementaire."¹

"Talonnés par la perspective constante d'une chute prochaine, ces hommes d'un jour se pressent trop. Ils veulent voir se réaliser, durant les courtes heures qui leur sont accordées, les desseins qu'ils ont longuement mûris, caressés dans l'attente du pouvoir. Je parle des meilleurs. Ils n'osent pas laisser du temps au temps, ce qui est une condition indispensable du succès. Ils se précipitent sur l'obstacle, prétendant le forcer, alors qu'il tomberait de lui-même ou qu'une certaine patience ou souplesse permettrait de le tourner."²

Laisser du temps au temps: — c'est tout le secret de la puissance anglaise.

Il ne faut pas croire, du reste, que ces changements de ministères font surgir de pleines équipes d'hommes nouveaux. Ce sont des replâtrages, des racolages. Chaque cabinet renferme quelques membres du cabinet précédent. Jeu de kaléidoscope. Pierre-Jean-Jacques, Jacques-Paul-Jean, François-Jacques-Pierre, selon que prédomine au Parlement la faction dont Pierre, Jacques ou François est le favori, comme aux courses d'Auteuil. Mais le gagnant d'un jour, le fût-il pour la cinquième ou la dixième fois, n'est jamais le maître du cabinet et de sa politique. Il est forcé de zigzaguer au gré de l'une ou l'autre des factions qui lui ont fourni l'appoint nécessaire à la reconstruction et au maintien de ce fragile échafaudage. Pardon de l'incohérence des métaphores: c'est dans l'ordre, ou plutôt cela peint le désordre.

Et pourtant, cela tient, cela marche, la France se gouverne, pas plus mal, voire mieux que bien d'autres pays. Au temps des campagnes d'Afrique, on disait que la valeur de l'armée française tenait à ce que le pioupiou savait "se débrouiller". En guerre ou en paix, le Français est essentiellement débrouillard.

¹ En 1882, au moment de l'accession de Gambetta au pouvoir. Le régime "précaire" n'a pas changé et continue à donner les mêmes résultats.

En passant je ne saurais trop recommander à toutes les catégories de lecteurs intelligents la lecture de ce merveilleux ouvrage. C'est en raccourci l'histoire de France depuis la chute du Second Empire, avec des aperçus sur tout, art, littérature, philosophie, religion, — et une multitude d'anecdotes racontées avec une verve inimitable. (*Mon Temps*, 2 vol., Librairie Plon.)

² *Mon Temps*, tome II, page 193.

N'empêche qu'il y a là un vice organique dangereux, surtout au regard de la politique étrangère. Nous y reviendrons.

* * *

On fait beaucoup et souvent le procès du régime. A cela rien de nouveau. Depuis que la France est France, les Français, logiques, passionnés, ergoteurs, ont toujours fait le procès du régime existant. Que nous sommes bien leurs frères! — avec moins de logique et de passion, et plus de verbiage creux.

Il y a deux ans, André Tardieu publiait un volume, *Le Souverain Captif*, qui a fait quelque sensation, beaucoup moins qu'on ne l'a dit ici. Tardieu a de l'esprit, il écrit joliment, il a pris de nombreux contacts avec les hommes et les choses de la politique, grande, moyenne et petite. Son volume renferme d'utiles constatations et d'incontestables vérités. Mais il laisse trop percer son dépit de politicien évincé. Et puis, son incurable légèreté d'esprit, ses humeurs d'enfant gâté, ses palinodies lui enlèvent toute autorité.

Beaucoup plus probantes sont les solides études de Jacques Bardoux, *Le drame français* et *La France de demain*.³ Bardoux a l'avantage de connaître à fond le régime parlementaire britannique, tout en comprenant que ce qui convient à l'Angleterre et aux Anglais ne va pas toujours à la France et aux Français.

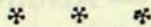
Il peut paraître osé qu'un étranger exprime une opinion là-dessus; mais je m'y risque. A mon humble avis, on parle trop des vices du régime. A tout prendre, et de tous les pays non britanniques, c'est encore la France qui s'est le mieux ou le moins mal adaptée au système parlementaire. Ce n'est pas tant un changement de régime qu'il lui faut, qu'une meilleure méthode de le faire fonctionner. Pour cela, il suffirait d'un peu de bonne volonté, moins de logique et de logomachie, plus de *give and take* entre les factions et leurs dirigeants, moins d'individualisme et plus de coopération. Pour reprendre une boutade de mon vieil ami W.-T. Stead, il manque aux Français d'être un peu *bêtes*; mais voilà le difficile pour des gens qui ont tant d'esprit. Veuillot définissait l'esprit "l'éclair du bon sens". Chez les Français, l'esprit fait souvent tort au bon sens.

Quant aux *chambardements* de fond, ils ne sont ni désirables, ni possibles, en toute conjoncture que l'on puisse entrevoir. Un désastre — guerre perdue ou révolution — pourrait provoquer l'instauration d'une dictature temporaire; mais du rétablissement de la monarchie héréditaire, il ne saurait être question. Les Hohenzollerns, les Romanofs, les Habsbourgs, le Négus ont dix fois plus de chances de reconquérir la couronne que les grisâtres descendants de Philippe-Egalité de recueillir l'héritage des Bourbons.

Le mouvement d'*Action française* a fait du mal, beaucoup de mal, à l'Eglise, aucun à la République — sauf par l'appoint de votes qu'il a valu aux partis d'extrême gauche, aux communistes notamment. Mais ceux-ci sont en baisse. L'*Action française*, elle, est réduite à zéro. Excommuniée par le Pape,

³ Editions des Portiques et Librairie du Recueil Sirey.

désavouée par le "Roy", une partie de ce qui lui restait de partisans a rejoint les *Croix de feu*. Ceux-ci, leur chef les a englués dans les fonds secrets de Tardieu.



Des partis actuels, en France, je ne dirai rien. C'est trop compliqué, trop effrité, trop mobile et, pour tout dire, fort peu intéressant. Il y a pourtant un point, un point capital, que je veux signaler: la virtuelle élimination de l'anticléricisme, dans le programme de tous les partis, même du parti communiste. Dès 1936, ce changement était marqué. C'était, depuis soixante ans, la première élection générale au cours de laquelle aucun parti, aucun homme marquant, ne daubait les curés. Même les chefs du Rassemblement populaire, Blum en tête, faisaient ouvertement appel aux catholiques. Calcul électoral, dira-t-on. Possible. Indice, en tout cas, d'un accroissement des forces catholiques — parce que moins liées aux impuissances monarchistes — et du retour au bon sens de tous les partis républicains.

Après la victoire du Front populaire, cette situation nouvelle s'est accentuée. J'ai noté le langage du ministre des Finances, M. Auriol, citant avec éloge, à la tribune parlementaire, les paroles du Cardinal Verdier. A quelque temps de là, il tenait le même langage dans une réunion politique, composée en majeure partie de socialistes et de communistes. En plus d'une occasion, le ministre des Affaires étrangères, M. Delbos, a fait l'éloge de Pie XI et de sa noble attitude à l'égard des fauteurs de haines sociales ou internationales.

Mais le plus éclatant témoignage du nouvel état d'esprit s'est manifesté au moment des grandes fêtes de Lisieux et de la visite du Cardinal Pacelli, secrétaire d'Etat du Pape. On a comparé cette réception à celle offerte par Bonaparte à Consalvi. La différence, c'est que Bonaparte, tout en faisant grand honneur à Consalvi en public, lui mettait les poucettes et le forçait à accepter un Concordat émasculé, bientôt suivi des Articles organiques. Cette fois, le Président de la République, les ministres, les conseils municipaux, Paris en tête, ont reçu le représentant du Saint-Siège avec tous les honneurs dus à son rang et sans lui demander aucun sacrifice de principe ou de dignité.

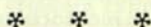
Est-ce à dire que toute la France est "convertie", que l'anticléricisme n'existe plus? Loin, très loin de là. Depuis mon retour, je lisais, dans le *Temps*, qu'un bureau quelconque, s'appuyant sur l'autorité d'un préfet également quelconque, avait refusé ses diplômes (dirions-nous ici) à une institutrice laïque parce qu'elle portait médaille et allait à la messe. Mais je lisais aussi, dans le même journal, que la Cour de Cassation avait fait droit à la requête de cette jeune femme et cassé les décisions de M'sieu Lebureau et de Mossieu le Préfet. Le *Temps* s'en réjouissait. Le *Temps* n'a jamais donné dans les vulgaires violences; mais, jadis, il n'aurait pas fait entendre ce son de cloche.

Il y a donc progrès notable dans les relations de l'Eglise et de l'Etat, dans l'attitude des partis à l'égard de la religion, en un mot, — pour me servir de l'horripilante expression à la mode, — dans le "climat" politique et religieux de la France.

"Concert européen" — Les deux "axes" — Reliquats des "sanctions" — Affaires d'Espagne — Pseudo-pacifistes et moscoutaires

Au temps jadis, on parlait du "concert européen". C'était l'expression consacrée. La diplomatie a toujours aimé à se payer de mots. En vérité, le concert manquait souvent d'harmonie. Tout de même, au cours du demi-siècle qui suivit les traités de Vienne, tant calomniés, il y eut un semblant d'ordre international. Aujourd'hui, le concert a fait place à un bal de foire: les nations dansent une gigue désordonnée sur un échafaudage de poteaux branlants et de madriers pourris, au son d'une musique discordante que mènent une demi-douzaine de chefs d'orchestre dont le principal souci semble être de se couper mutuellement la note et la gorge. Qu'une planche saute ou casse, que deux groupes de danseurs se bousculent, tout s'effondre.

Et pourtant, personne ne veut la guerre, au moins la guerre immédiate ou prochaine; — pas plus les Italiens et les Allemands que les Français et les Anglais. Les souvenirs de la Grande Guerre sont encore trop cuisants et ses suites trop marquées. Les boucheries d'Espagne et de Chine font entrevoir les hécatombes et les ruines qu'entraînerait une guerre générale.



Toute la politique européenne gravite autour de deux axes: Rome-Berlin, Londres-Paris. Que valent ces accords? A quoi tendent-ils? De part et d'autre on épie les symptômes de mésentente. Les Français se moquent des tonitrueuses protestations d'amitié qu'échangent à tout propos le Führer et le Duce. Les Allemands s'amuseinent lourdement des serments d'amour que se prodiguent John Bull et Marianne. Le vrai, c'est que les deux accords sont à peu près aussi solides et aussi précaires l'un que l'autre; comme toutes les alliances, ils comportent des éléments de durée et des germes de dissolution, des garanties de paix et des menaces de guerre.

L'axe Rome-Berlin s'est forgé sur l'enclume de Genève. On ne saurait guère exagérer le mal qu'a produit la folle politique des sanctions adoptée par la pétaudière wilsonienne, sous la pression d'Anthony Eden et de Paul-Boncour, son docile comparse, pour le plus grand bonheur de Litvinoff, le *tertius gaudens*. Les *gauchistes* de Londres, en arrachant à la faiblesse sénile de Stanley Baldwin la destitution de Samuel Hoare, et ceux de Paris, en renversant Pierre Laval, ont jeté Mussolini dans les bras d'Hitler et créé la situation actuelle. "Nos deux mères-patries", l'Angleterre surtout, sont donc, par leurs représentants officiels, les propres auteurs de l'axe Rome-Berlin;—tout comme la France, en occupant la Ruhr, en 1923, prépara le triomphe d'Hitler, alors prisonnier de l'Etat allemand.

Neville Chamberlain cherche aujourd'hui à réparer, ou du moins à atténuer les conséquences des fautes de ses prédécesseurs. Dieu veuille qu'il y parvienne! Mais pour les Français, il n'est guère réjouissant de suivre le jeu plus

que modeste de leurs hommes d'Etat, votant les sanctions pour complaire à l'Angleterre, en 1936, et laissant l'Angleterre prendre les devants, en 1938, dans la voie du retour vers l'Italie.

* * *

Dans l'affaire d'Espagne, la France a tenu le beau rôle. Elle a rendu à l'Europe et au monde un service signalé. Grâce à l'initiative de Léon Blum et d'Yvon Delbos, l'incendie n'a pas franchi la crête des Pyrénées. Cette politique de préservation fut d'autant mieux acceptée au début qu'elle provenait d'un gouvernement à direction socialiste, flanqué d'une extrême-gauche communiste. Proposée par un ministère Laval, Flandin ou Chautemps, elle eût été battue en brèche par les communistes et les socialistes, très probablement par Blum lui-même. Contenu par son aile droite, conseillé par Delbos, Blum a maintenu sa position avec courage. À la réunion de Clichy, il a tenu tête aux communistes qui le sommaient de renoncer à la politique de non-intervention. Depuis sa chute, il a maintenu cette attitude, même contre la faction pivertiste de son parti. Dans le domaine de la politique intérieure, le Front Populaire a commis de lourdes fautes: la France en souffre encore. Mais, à l'extérieur, sauf à l'égard de l'Italie, son attitude a été généralement correcte, prudente et bien avisée.

Les *gauchistes* de France et d'Angleterre persistent à crier que la non-intervention est un leurre, que Mussolini et Hitler n'ont cessé d'intervenir en faveur de Franco. D'accord. La politique de non-intervention a tout de même empêché la guerre de s'étendre en dehors de l'Espagne. Et puis, les Blancs ont-ils reçu plus de secours d'Italie et d'Allemagne que les Rouges n'en ont trouvé en Russie, en France et en Angleterre? Les navires battant pavillon britannique, dont la destruction fait crier tant d'Anglais et vociférer notre inénarrable Meighen, sont tout bonnement des contrebandiers qui, moyennant finance, et grasse finance, alimentent la résistance des Rouges. La seule différence entre l'aide que l'Italie et l'Allemagne apportent à Franco et celle que les Rouges reçoivent de France et d'Angleterre, c'est que la première est plus ouverte, pour ne pas dire moins hypocrite, et la seconde, plus payante.

Quant à la suggestion que le gouvernement "légitime" de Valence mérite plus de sympathie que les "rebelles", elle est plaisante! Les trois juntes fragmentaires qui se maintiennent, avec un indéniable courage, à Madrid, à Valence et à Barcelone, sont issues de la révolution fomentée par l'or et les agents de Moscou. Jacques Bardoux en a fourni la preuve irréfutable. Il a prouvé également que d'Espagne la conflagration devait gagner la France, où d'autres agents des Soviets amassaient le combustible.¹

Ce gouvernement "légitime" s'est constitué et maintenu par la terreur, en massacrant ou proscrivant tout ce qui lui faisait obstacle: monarchistes, conservateurs, libéraux, radicaux, socialistes un tant soit peu modérés, — sans

¹ *Les Soviets contre la France, J'accuse Moscou, Le chaos espagnol, Staline contre l'Europe*, — quatre brochures à 1 fr. 50 ou 1 fr. 95, Flammarion, éd.

compter les prêtres, les moines et les nonnes, victimes peu intéressantes aux yeux des champions de la "démocratie".

Que les révolutionnaires à tous crins souhaitent la victoire des Rouges, à la bonne heure! Mais que tant de bons bourgeois, de paisibles ouvriers d'Angleterre et d'Amérique fassent chorus, cela ne s'explique que par l'ignorance, — c'est le cas du plus grand nombre en Amérique, — ou par l'aveuglement d'un faux libéralisme, ou encore par l'influence soudoyante de Moscou. Ce que l'on pourrait reprocher avec plus de raison à l'Angleterre et à la France, c'est d'avoir, au début, manifesté trop de sympathie pour le gouvernement très illégitime de Madrid et d'avoir par là encouragé sa résistance. Répétition, à un moindre degré, de l'erreur commise à propos de l'Éthiopie. Le pauvre diable de Négus — peu sympathique, du reste — a succombé, victime des *bluffers* de Londres et de Genève, autant que des soldats fascistes.

Depuis l'accession au pouvoir de Chamberlain à Londres et de Daladier à Paris, la situation se redresse. N'empêche que cette cote mal taillée d'Espagne reste le principal obstacle à l'entrée en vigueur de l'entente anglo-italienne, à la reprise de relations normales entre Rome et Paris. Or cet accord tripartite est nécessaire pour établir un utile contrepoids — sans provocation — à la puissance grandissante de l'Allemagne et mettre la Russie soviétique au rancart de l'Europe.

La France et l'Angleterre n'ont rien à gagner et tout à perdre à laisser l'Allemagne et l'Italie se poser aux regards de l'Europe comme les seuls défenseurs de ce qui reste de la civilisation occidentale contre la menace bolchevique.



Avant d'examiner d'autres aspects de la situation européenne, je veux signaler et souligner la singulière attitude des partis de gauche, en France et en Angleterre. Ces partis et leurs chefs clament, depuis vingt ans, leur pacifisme à outrance. Or dans les affaires d'Éthiopie et d'Espagne, ils ont tout dit, tout fait, pour jeter leurs pays, l'Europe, le monde dans la guerre. En Angleterre, les travaillistes ont dénoncé le tardif retour de Baldwin au bon sens et réclamé la mise en vigueur de sanctions qui auraient fatalement abouti à la guerre; unis aux libéraux, ils ont pris parti pour Eden contre Chamberlain et multiplié leurs efforts pour empêcher l'accord avec l'Italie. Plus réservés sur la question d'Éthiopie, les *gauchistes* français relancent leurs congénères d'Angleterre dans leurs dénonciations de la politique de non-intervention en Espagne. Si les gouvernements de Londres et de Paris avaient cédé aux clameurs de ces "pacifistes", l'Europe serait en feu depuis deux ans.

À quels mobiles obéissent ces fauteurs de guerre? La plupart, je pense, à leur haine aveugle du fascisme et du nazisme, ou au factieux dessein d'embarrasser leurs gouvernements. Mais les inspireurs de ces campagnes criminelles obéissent manifestement aux ordres de Moscou.

Un moment, les chefs des Soviets semblaient avoir, sinon abandonné, du moins ajourné l'exécution de leur programme de chambardement général. Depuis que la France et l'Angleterre leur ont fait ouvrir les portes du cénacle de Genève, — nous fûmes complices de cette colossale niaiserie! — ils ont repris comme de plus belle leur propagande de démolition mondiale. Eclairés par

leurs échecs antérieurs, en Italie, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne, ils camouflent leur "mystique" communiste. Ils font flèche de tout bois. Socialisme, nationalisme, racisme, tout leur est bon, pourvu que la discorde règne, que les peuples se haïssent, que les classes et les factions s'entre-déchirent. Voici l'un de leurs coups fourrés. Quand Blum reprit le pouvoir, pour une quinzaine, en mars dernier, il eut la malencontreuse idée de remplacer le sage Delbos par l'irrépressible Paul-Boncour. Le Komintern jugea l'occurrence propice pour lancer une bombe incendiaire. Le même jour, trois de ses organes parisiens annoncèrent avec fracas que quarante mille Allemands venaient de débarquer en Espagne pour prêter main forte à Franco. Le bluff était patent. Aucun Français sérieux ne s'y laissa prendre. N'importe : — panique ministérielle ! — délibération du cabinet sur l'opportunité de masser trois divisions à la frontière des Pyrénées ! D'énergiques protestations françaises et une salutaire douche d'eau de la Tamise rafraîchirent les cervelles surchauffées, la mèche fit long feu, mais l'incident est révélateur.

Je ne crois pas que les chefs de la Russie soviétique veillent se battre pour leur propre compte ; du moins, ils ne veulent pas ouvrir le jeu périlleux de la guerre mondiale ; mais tant que les pays d'Europe occidentale et centrale ne se mettront pas d'accord pour les ligoter et les museler, les bolcheviks n'auront de cesse qu'ils n'aient lancé les unes contre les autres ce qui reste de nations à peu près chrétiennes — tout en protestant à tue-tête de leur pacifisme sans bornes.

Anschluss: aspect religieux, aspect politique

En mars, Hitler fit main-basse sur l'Autriche. L'événement était connu à New-York le soir même de mon départ. Une longue et paisible traversée me donna le temps d'y réfléchir avant d'être submergé sous le flot des commentaires de la presse européenne. Au risque de ne pas plaire à tout le monde, je dirai sans ambages ce que j'en pense.

* * *

Au point de vue religieux, l'Anschluss est un malheur immédiat. Il place ou menace de placer toute la jeunesse autrichienne sous la férule des institutrices nazistes. Les lois scolaires du III^e Reich sont aussi contraires à l'esprit chrétien et à la liberté de conscience que celles du Dr Falk, au temps du Kulturkampf de Bismarck. L'accueil enthousiaste que le Cardinal Innitzer et la plupart de ses collègues ont fait au nouveau régime a surpris et affligé les consciences catholiques. Par contre, la sévère admonition de Rome et la prompte soumission des évêques autrichiens ont allégé sinon dissipé la pénible impression du début.

Malheur immédiat, oui ; mais demain ? Si la conscience et la volonté des Autrichiens, soutenues par la grâce de Dieu, se réveillent et s'unissent à celles des catholiques allemands, des vrais catholiques, Hitler ou un autre cédera,

comme Bismarck sous la pression du Centre. Le plus clairvoyant des catholiques allemands du dernier siècle, Windthorst, avait prévu et désiré le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Si les événements tournent selon ses prévisions, l'Allemagne catholique connaîtra d'aussi beaux jours que ceux de la période qui suivit la persécution de 1872 à 1878. C'est peut-être cela que les évêques ont entrevu. Si, par contre, les Autrichiens sont atteints du racisme que Pie XI dénonce avec raison comme le plus grand mal *intérieure* de l'Eglise, à l'heure actuelle, s'ils sont plus autrichiens ou allemands que catholiques, l'emprise de l'Etat naziste sur les consciences se fortifiera. Oh! n'ayons crainte! La vérité, la justice et la liberté finiront par l'emporter; mais l'épreuve sera longue et dure.



Dans l'ordre politique, l'Anschluss était inévitable; et l'on aurait tort d'y voir un mal sans mélange. Il a même déjà produit d'heureux résultats.

Inévitable, il l'était dès 1918. De nombreux publicistes français ont reproché à Clemenceau et à ses copains d'avoir démoli l'empire d'Autriche-Hongrie. C'est l'Allemagne, à leur avis, qu'il eût fallu dépecer. Etait-ce possible et désirable? Possible, Foch en doutait, même au prix de lourds sacrifices. Désirable, en face de la révolution bolchevique, assurément non.

Maintenir l'Autriche-Hongrie était désirable, mais impossible. Ce n'est pas la défaite ni les traités qui ont disjoint les éléments disparates de la Double-Monarchie — en réalité quintuple — mais la poussée irrésistible de chacun des peuples qui la composaient et qui aspiraient à la domination ou à l'indépendance. La guerre et sa fin désastreuse n'ont fait que hâter l'inéluctable dénouement.

Séparée de la Hongrie, de la Bohême, de la Galicie et de ses provinces slaves du sud, l'Autriche, redevenue toute allemande, comme au treizième siècle, ne pouvait survivre qu'en se rattachant au vieux tronc germanique. Les découpeurs et rapiéceurs de nations qui dominaient l'Europe, après la guerre, essayèrent de la galvaniser, en lui infusant de l'or: l'Allemagne seule pouvait lui donner du sang et la vie. Les Autrichiens l'avaient bien compris. Dès le lendemain de la défaite, leur parlement votait à *l'unanimité* le rattachement de leur patrie tronquée à l'Allemagne.¹ Plus tard, le gouvernement autrichien tenta de conclure avec le Reich une sorte de zollverein analogue à celui qui avait existé, avant 1871, entre l'Allemagne du Nord et celle du Sud. A ces deux efforts de survie, les maîtres de l'Europe, qui avaient fait et gagné la guerre afin de permettre à *tous les peuples* de "disposer d'eux-mêmes", opposèrent un veto absolu et défendirent aux Autrichiens de s'appliquer le principe des vainqueurs. C'est beau, les principes; mais, disait Talleyrand à Louis XVIII (ou Louis XVIII à Talleyrand), cela n'engage à rien.

Devant la force, les Autrichiens s'inclinèrent. A tour de rôle, Seipel, Dollfuss, Schuschnigg s'évertuèrent à faire vivre le moribond. Le premier s'épuisa à

¹ Dans ses lettres au *Devoir*, toujours au point, M. Alcide Ebray a souvent rappelé ce fait topique de la situation d'après-guerre.

la tâche, le second périt assassiné, le troisième gît quelque part en prison ou en exil, — tous trois victimes, comme le Négus, d'une fausse politique et d'une diplomatie aveugle ou myope.

Tant que l'Angleterre, la France et l'Italie marchèrent à peu près d'accord, l'échéance put être différée. Un moment, on s'en souvient, Mussolini massa des troupes à la frontière du Brenner, — avertissement à son futur associé, Adolf Hitler, de laisser en paix son allié d'alors, Dollfuss. Mais, déjà mécontent du partage des colonies allemandes entre la France et l'Angleterre au détriment de l'Italie, poussé à bout par l'échec de la politique Laval-Hoare et le vote des sanctions genevoises, Mussolini changea son fusil d'épaule. En retour de l'appui qu'il trouva à Berlin dans l'affaire d'Ethiopie, il leva son veto contre l'Anschluss. Dès ce moment, la question était réglée.

Quant à prétendre que Hitler s'est emparé de l'Autriche par force et par ruse, que le plébiscite fut un leurre, que les Autrichiens ont voté l'annexion sous le coup de la terreur, c'est absurde. La vérité, c'est que la masse des Autrichiens désiraient l'annexion, les uns avec ardeur, les autres avec résignation, à défaut d'une meilleure solution. Le triomphe du nazisme avait refroidi ceux des Autrichiens que préoccupait avant tout le souci de la liberté de conscience. D'autre part, les admirateurs de la force, nombreux en tout pays, en pays germanique surtout, se sentaient de plus en plus attirés vers l'homme et le régime qui ont brisé les fers de l'Allemagne et jeté à la tête des vainqueurs de la Grande Guerre les débris pulvérisés du traité de Versailles.

Les chiffres du plébiscite sont probants. Que quelques milliers de votes affirmatifs soient le produit de l'intimidation, c'est possible et même probable; mais pas des millions! Les votes donnés à l'étranger sont encore plus significatifs que ceux de l'intérieur. Partout, en Europe, en Asie, en Afrique, en Amérique du Nord et du Sud, les Autrichiens, loin de la fêrule hitlérienne, protégés par les lois de leur pays d'adoption, ont voté en masse pour l'Anschluss. La majorité a souvent dépassé celle des circonscriptions d'Autriche.

Bref, le "coup de force" d'Hitler a réussi, parce que ceux qui l'ont subi l'attendaient, le souhaitaient même, et que ceux qui auraient voulu s'y opposer ont tout fait pour le favoriser. C'est, avec des variantes, la répétition du Dix-huit Brumaire et du Deux-Décembre. Nombreux, parmi les protestataires, ceux qui pourraient répéter le mot vrai ou supposé du comte de Falloux, après le coup d'Etat de Louis Napoléon: "Je m'efforce de paraître résigné; au fond, je suis satisfait."

* * *

A plusieurs égards, il y a lieu d'être satisfait, en France notamment. Durant un trop bref mais instructif séjour en Alsace, j'ai pu constater que la rapide expansion du nazisme a plus fait pour rattacher les "autonomistes" alsaciens à la France et neutraliser la propagande progermanique — peu soutenue, au reste — que toutes les mesures lénitives ou répressives du gouvernement français.

En Suisse et en Belgique, les réactions ont également fortifié les sympathies pour la France, ou plutôt les méfiances à l'égard de l'Allemagne, mais dans le sens d'une volonté plus ferme que jamais de maintenir la neutralité.

Certains Français voudraient quelque chose de plus *chaud*, en Belgique surtout; par contre, les partisans sincères de la paix ne peuvent souhaiter mieux que la stricte neutralité de ces deux Etats-tampons.

Mais le résultat le plus tangible de cette importante extension de la puissance germanique, c'est l'accord anglo-italien et le rétablissement possible des relations normales entre Rome et Paris.

L'idiote politique des sanctions, ai-je dit, a jeté Mussolini dans les bras d'Hitler. Mais le Duce est trop bon Italien, trop avisé et trop fort, pour lier le sort de l'Italie à celui d'une seule puissance, pour subordonner sa politique à celle d'un autre Etat, surtout d'un Etat aussi envahissant que le Reich hitlérien. En retour de l'appui que le Führer lui a prêté dans l'affaire d'Ethiopie, le Duce lui a donné carte blanche en Autriche, tout en se faisant garantir l'intangibilité de la frontière du Brenner. Ensuite, il s'est retourné vers l'Angleterre et a prêté — *prêté*, pas donné — la main à l'accord que lui proposait Chamberlain. Les Anglais ont cherché à faire croire qu'il avait pris les devants. Pur *bluff*, apparemment; mais peu importe. L'Angleterre, comme l'a dit fort noblement Chamberlain, l'Angleterre est assez puissante pour prendre, sans déchoir, l'initiative de toute démarche pacifiante.

La glace rompue entre Rome et Londres, la France avait toute facilité pour suivre. Elle aurait pu, elle aurait dû, passer la première; mais enfin, mieux vaut tard que jamais. Souhaitons que M. Daladier et son très avisé collègue, M. Georges Bonnet, rompent les mailles du rêt dont les agents (conscients ou inconscients) de Moscou avaient entortillé le gouvernement Blum et s'appliquent résolument à renouer de cordiales relations avec l'Italie. Mais pour cela il faut d'abord se dégager de l'impasse espagnole.

Si cela arrive, — tout arrive, même ce qui a du bon sens—on pourra dire que, dans l'ordre des relations internationales, l'Anschluss a fait plus de bien que de mal.

Pour la crise tchécoslovaque, c'est une autre affaire.



La Tchécoslovaquie, "crazy-work" de la diplomatie — La crise du 21 mai

Pour comprendre quelque chose au problème tchécoslovaque, il faut se remémorer un long chapitre d'histoire. Il faut aussi lire le *Mein Kampf* d'Adolf Hitler.

Certains pays semblent prédestinés à jouer dans le monde le rôle de volcans. Parfois calmes, jamais éteints, ils s'enflamment périodiquement et causent des ravages plus ou moins calamiteux, selon la violence de l'éruption. La Bohême est l'un de ces pays. Elle marque le point où les peuplades slaves, dans leur marche vers l'ouest, se heurtèrent aux masses germaniques. Jamais elles ne franchirent la chaîne des Sudètes, des Monts Métalliques et des Monts de Bohême, qui forment demi-cercle du Nord-Est ou Sud-Ouest. A l'intérieur

de cette frontière naturelle, Germains et Slaves se disputent depuis plus de mille ans la riche plaine où la Moldau s'unit à l'Elbe. C'est près du confluent de ces deux rivières que Prague a pris naissance. Relater, même sommairement, les péripéties de cette lutte — lutte de races, de nations, de dynasties, de religions — exigerait plus d'un volume. Pour s'en tenir aux temps modernes, il suffit de rappeler la guerre des Hussites, les exploits de Jean Ziska et de Procope le Grand, les deux Défénestrations, dont la seconde marque le début de la guerre de Trente ans, la victoire décisive de Tilly aux pieds de la Montagne Blanche, aux portes de Prague. À partir de ce jour et trois siècles durant, la Bohême reste soumise aux Habsbourgs, mais sans perdre son identité. Les empereurs se font couronner rois de Bohême à Prague. Selon leurs dispositions personnelles et la force des circonstances, la Bohême jouit d'une autonomie plus ou moins restreinte. L'immigration allemande vient surtout du nord et se masse aux pieds des Sudètes. La lutte continue, tantôt sourde, tantôt aiguë, à l'école, à l'usine, à la ville, aux champs, partout où les deux races rivales sont en présence.

Vient la Grande Guerre. Les Tchèques servent à contre-cœur dans l'armée autrichienne. Les désertions sont constantes et vont grossir les rangs des Alliés. Il y a même une division ou légion tchèque dans l'armée russe. Un comité pour l'indépendance de la Bohême se forme à Londres. La défaite des Centraux et la dislocation de l'empire vermoulu des Habsbourgs entraînent forcément la libération de la Bohême, comme celle de la Pologne, — avec cette différence qu'il ne faut pas perdre de vue: la restauration de la Pologne se fait principalement *contre* la Russie, celle de la Bohême *pour* la Russie, en ce sens qu'elle prépare un point d'appui aux Soviets au cœur de l'Europe centrale.

Les vainqueurs auraient pu se borner à faire renaître la Bohême historique, avec ses frontières naturelles. Cela aurait déjà posé un gros problème de races, Allemands et Tchèques restant en présence, comme Flamands et Wallons en Belgique. Afin d'assurer une prépondérance décisive aux Tchèques, on leur adjoint les Slovaques, détachés de la Hongrie, on leur colle aux flancs la Moravie, de composition mixte; on va jusqu'aux pieds des Carpathes dénicher un groupe de Polonais et de Galiciens pour en faire des pseudo-Tchécoslovaques. Bref, un vrai *crazy-work*. De toutes les insanités de la diplomatie d'après-guerre, c'est peut-être la plus complète.

Dans cette macédoine de peuples, les Tchèques sont les plus nombreux, mais ils ne forment tout de même pas la majorité de l'ensemble. Pour gouverner et dominer à leur guise, il leur faut l'appui d'un autre groupe. Ils le cherchent naturellement chez les Slovaques, d'où la substitution du nom baroque de Tchécoslovaquie à celui de l'antique Bohême. Mais ce bric-à-brac laisse à l'arrière-plan les autres groupes, notamment les Allemands des Sudètes. De race dominante ceux-ci passent au rang de race dominée. Ce n'est pas pour adoucir les rapports mutuels et assurer l'unité nationale.

Aurait-on pu résoudre le problème en organisant le pays sur le modèle de la Suisse? C'est douteux: les Tchèques, tenus en sujétion depuis trois siècles, voulaient à tout prix régner en maîtres. Forts des appuis qu'ils s'étaient assurés en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, ils se firent livrer, avec le pays, l'autorité. Comment en ont-ils usé à l'égard des autres groupes, des Allemands en

particulier? Accusations et contre-accusations, allégations et dénégations sont telles, en nombre et en variété, qu'on s'y perd comme dans un maquis. Pour arriver à connaître la vérité, il faudrait passer de longs mois dans le pays, des années peut-être, prendre contact avec tous les groupes, contrôler tous les faits. Besogne quasi impossible. Au reste, ce qui presse, ce n'est pas de savoir qui dit vrai, mais, comme en Espagne, d'empêcher que de ce foyer jaillisse l'étincelle qui ferait sauter toutes les mines échelonnées depuis les Pyrénées jusqu'à l'Oural.

Le très habile chef de cette incohérente république, Benès, a réussi à se faire garantir sa possession d'état par la Russie soviétique et par la France, elles-mêmes liées l'une à l'autre par un traité d'assurance mutuelle. Ce n'était pas pour ramener l'accord entre l'Allemagne et la France.

Vers le temps où s'opérait l'Anschluss, Hitler proclamait sa volonté de "protéger" les huit millions d'Allemands "opprimés" en dehors du Reich. Répétition, à quatre-vingts ans de distance, du fameux *grido di dolore*, qui marqua le début du Risorgimento italien. Les Allemands des Sudètes, obéissant en masse à Henlein, y répondirent par une recrudescence de réclamaions formulées sur un ton de plus en plus impérieux. Paul-Boncour profita de sa quinzaine au ministère pour affirmer la volonté de la France de remplir tous ses engagements envers la Tchécoslovaquie. Chamberlain, plus réservé, fit une déclaration ambiguë qui pouvait dire guerre ou paix; au vrai, avertissement à double détente, à Berlin et à Paris. Un moment, le 21 mai, la crise parut grave. Elle se dénoua, grâce aux efforts conjugués de Paris et de Londres, à la modération relative d'Hitler et, je pense, à la discrète mais salutaire intervention de Mussolini.

Pour ce qui est de la France et de l'Angleterre, Chamberlain et Halifax, d'une part, Daladier et Bonnet, de l'autre, ont mené supérieurement leur partie, avec tact, mesure et fermeté. Mais les journaux de Londres, ceux de Paris surtout, ont eu le tort de leur attribuer le mérite exclusif du dénouement (provisoire). "Oh! les sacrés journaux!" me disait un homme d'Etat qui a joué, en cette affaire, un rôle de tout premier ordre. Représenter le Führer ployant l'échine sous la double férule de Londres et de Paris, c'était exaspérer sans nécessité l'orgueil allemand; et puis, ce n'était ni vrai, ni juste. Jacques Bardoux, que personne ne soupçonnera de complaisance pour Hitler, attribue l'apaisement "*pour une part égale* à la fermeté imprévue (?) du cabinet britannique et au réalisme instinctif d'Adolf Hitler".¹ C'est exact; mais je ne comprends pas l'"imprévu": l'attitude et le langage de Chamberlain m'ont paru tout naturels; et j'ajoute: — au sang-froid du gouvernement et du peuple français, à la ferme attitude de Georges Bonnet, — cette fois, la France n'a pas marché à la queue-leu-leu de l'Angleterre, — et à l'influence pacifiante de Mussolini. Cette dernière opinion, je le sais, n'est guère partagée. On lui oppose le discours menaçant que le Duce prononçait à Gênes, le 14 mai, promettant son plein appui à l'Allemagne, en cas de guerre. Mais sous les formules retentissantes dont il est coutumier, — c'est le prix de sa popularité essentielle-

¹ Temps du 22 juin.

ment démocratique — il faut savoir lire la pensée de fond de ce grand homme d'Etat, aussi prudent que hardi. Sans doute, si la guerre avait éclaté, l'Italie aurait marché aux côtés de l'Allemagne: Mussolini en avertissait loyalement la France et l'Angleterre. Mais cela ne veut pas dire qu'il ait poussé son allié à la guerre. Il y a tout lieu de croire, au contraire, qu'il fit passer à Berlin des conseils de paix. Cette opinion m'a été confirmée par un Français bien placé pour savoir à quoi s'en tenir.

La crise s'est dénouée provisoirement, parce que tout le monde y a mis du sien et que personne ne voulait pousser les choses à bout.

Mais ici encore se pose la question, l'éternelle question: Et demain? La réponse, cherchons-la moins dans les savantes manoeuvres de la diplomatie que dans les pages de *Mein Kampf*.



"Mein Kampf" — La culte de la race — "Drang Nach Osten"

Quel livre révélateur! C'est le Coran du nazisme, composé à loisir, en prison. Il y a de tout là-dedans: souvenirs, aspirations, doctrine, succès, revers et leurs causes avouées sans faux-fuyants. Nulle amertume du premier échec et de la détention qu'elle vaut au futur maître de l'Empire. Volonté ferme de reprendre la lutte. Certitude de vaincre.

Ce qu'on ne s'explique pas, c'est l'interdiction de traduire l'ouvrage et de le répandre à l'étranger. Sur tous les points où la doctrine et les pratiques du nazisme heurtent les concepts du monde extérieur, cette confession ne rend pas l'homme plus odieux qu'il ne l'est déjà et ne révèle rien qui ne soit connu. Par contre, elle décèle une hauteur de pensée, une ampleur et une variété d'aperçus, que, pour ma part, je ne soupçonnais pas. Avant d'avoir lu *Mein Kampf*, je tenais Adolf Hitler pour un aventurier hardi et sans scrupules; il m'apparaît aujourd'hui comme un homme très puissant, pour le mal et pour le bien. Si Dieu lui prête vie, il laissera une trace profonde dans l'histoire.

Dégageons de cet ouvrage remarquable ce qui s'applique à la situation internationale actuelle et à ses développements possibles.



Toute la politique hitlérienne repose sur le culte de la race, poussé à un point qui touche à la démence. Dieu — Hitler croit en Dieu et en son action providentielle — Dieu a prédestiné la race germanique à gouverner l'univers pour le plus grand bien de l'humanité. Pour accomplir cette mission providentielle, tous les peuples de race germanique doivent n'en former qu'un, par l'esprit d'abord, puis, autant et aussitôt que possible, par l'union politique. Ils doivent se préserver de toute contamination, éliminer graduellement tous les apports d'idées et de sang que les contacts étrangers leur ont infligés. Pour parfaire cette purge, il faudra du temps, cinq siècles peut-être. Hitler professe la

doctrine d'Hanotaux: il donne du temps au temps. On a là une première explication, fondamentale, de son antisémitisme. Dès son séjour à Vienne, jeune étudiant, il a pris les Juifs en haine. Il croit dur comme fer aux *Protocoles de Sion*, à la volonté des Juifs de dominer le monde. Ils sont donc les antagonistes naturels et perpétuels des Allemands. Ceux-ci doivent écraser ceux-là. A un degré moindre, il se méfie également du catholicisme, parce qu'universel et supra-national. Il veut d'une religion, d'une religion crue, enseignée et pratiquée, mais au service de la race, de la nation et du régime. Par où sa doctrine s'apparente de très près à celle de l'*Action française*.

Cette doctrine suffit à faire comprendre pourquoi Hitler ne veut ni reprendre l'Alsace et la Lorraine, ni conquérir la Tchécoslovaquie, encore moins la Suisse ou la Belgique. Il veut incorporer dans l'Allemagne unifiée le plus possible d'Allemands pur-sang, mais il ne veut pas d'éléments hétérogènes, ni même d'apports d'origine germanique dénaturés par les siècles et les contacts étrangers, tels que Suisses alémaniques, Alsaciens, Lorrains, Flamands. Qu'il caresse l'idée d'annexer au Reich la région des Sudètes, c'est possible; mais pour rien au monde ne voudrait-il introduire le virus tchèque dans le corps germanique. Peut-être préfère-t-il, au moins pour un temps, laisser les Allemands des Sudètes comme un fer dans le flanc de l'ancienne Bohême. Au cours de la crise de mai, un correspondant anglais ou français écrivait que, si le gouvernement de Prague dénonçait l'alliance soviétique, Hitler conseillerait à Henlein de s'entendre avec Hodza. C'est fort probable; et ceci nous remet en face de l'autre aspect, le plus important, de la question tchéoslovaque.

* * *

Hitler a repris à son compte et sans ambages la formule *Drang nach Osten*, la marche vers l'Est. C'est à l'Est qu'il cherche les exutoires nécessaires à la population allemande. Ses réclamations périodiques au sujet des anciennes colonies de l'Empire — il a cessé d'en parler — n'ont vraisemblablement d'autre objet que d'amener l'Angleterre et la France à lui donner carte blanche en Europe orientale.

Quelle raison valable la France et l'Angleterre ont-elles de s'opposer à ce dessein? La parole de Jacques Bainville, écrite en pleine guerre, reste toujours vraie: L'Allemagne est la seule force capable de mettre de l'ordre dans le chaos slave. Mais, objectent certains Français, si l'Allemagne domine l'Europe centrale, le bassin danubien et finalement l'Ukraine, elle se retournera ensuite vers l'Ouest et dominera toute l'Europe. L'objection n'est pas convaincante. Sur le Danube, l'Allemagne devra compter avec la Hongrie, avec la Roumanie, avec l'Italie même. En Ukraine, elle ne peut tout au plus que mettre sur pied une nation-cliente qu'elle soustrairait à la tyrannie exécrée des Bolcheviks—autant de gagné sur la sauvagerie—et avec qui elle établirait de fructueux contacts économiques. Tout cela prendrait du temps et allégerait la pression que la force allemande comprimée exerce sur l'Europe occidentale.

Mais objecte-t-on encore, l'Allemagne ne peut s'étendre vers l'Est qu'en traversant la Tchécoslovaquie et la Pologne (ou la Roumanie). Or, la France est garante, par sa signature, de l'intégrité de ces territoires. D'abord, s'il ne s'agit que d'expansion économique, les traités ne jouent pas. Et puis enfin, si

Germaines et Slaves doivent encore se *poindre*, pourquoi la France courrait-elle, une fois de plus, au-devant des coups?

Les Français commencent à y penser. Lorsque Paul-Boncour fit son intempestive déclaration au sujet de la Tchécoslovaquie, Joseph Barthélemy la releva, sans nommer le ministre, en "Tribune libre" du *Temps*. M. Barthélemy est l'un des Français marquants de l'heure actuelle. C'est un esprit juridique de premier ordre. En droit politique et international, c'est peut-être la plus haute autorité de la République. Il démontra à l'évidence que le traité tchécoslovaque, conclu dans le cadre de Locarno et les louvoyantes palabres de Genève, est périmé et que la France, après avoir sacrifié deux millions de ses enfants pour donner à la Serbie l'héritage de l'Autriche, n'a aucun motif valable de se saigner pour tenir sur pied la plus incohérente des créations de 1919. André Tardieu voulut soutenir la contre-partie. Barthélemy lui donna la réplique. Bref mais savoureux dialogue: "Mais non, Joseph." — "Mais si, André." Tardieu, je le répète, a beaucoup d'esprit; Barthélemy en a autant et en outre la science, le jugement et un solide bon sens, rare chez les juristes et les savants.

A quelques jours de là, j'en causais avec un ancien ministre. "Que pensez-vous des articles de Barthélemy?" — "Déplorables!" — "Pourquoi déplorables?" — "Parce qu'ils encouragent les Allemands." — "Mais dit-il vrai?" — "Possible. *mais il ne fallait pas le dire.*"

Notez que celui qui parlait ainsi n'est pas un vulgaire politicien. A part d'être un homme charmant, c'est un esprit juste, pondéré, lucide. Aux affaires il a donné des preuves d'intelligence, de tact et de jugement. Donc, de peur d'encourager l'adversaire, il faut cacher la vérité, tromper son pays et tout le monde! L'objection est d'ailleurs futile. De tous les hommes au monde, Adolf Hitler est bien le dernier qui prendra une décision, dans un sens ou un autre, à cause d'un article de journal, quelle que soit la valeur de l'article et de l'écrivain.

* * *

A supposer que l'Allemagne veuille mettre la main sur la partie allemande de la Bohême et que la France s'y oppose par les armes, qu'arrivera-t-il? L'Italie attaquera la France sur les Alpes et en Tunisie. En admettant que la Russie veuille et puisse intervenir, — nombreux sont les Français renseignés qui en doutent — quand et comment ses armées, de terre ou d'air, atteindront-elles l'Allemagne? Les vainqueurs de 1918 ont multiplié les Etats-tampons à l'est de l'Allemagne, afin de la contenir. Mais ces tampons contiennent aussi la Russie. Le principal de ces Etats, la Pologne, a pris soin d'avertir tout le monde, en pleine crise tchécoslovaque, qu'elle ne permettrait pas plus aux Russes qu'aux Allemands de traverser ou de survoler son territoire. La Roumanie de même.

Bref, il apparaît de plus en plus que les alliances slaves de la France ne sont, selon la pittoresque expression de Saint-Simon, que paroles de neige, vaines cacades et pistolets de paille.¹

¹ C'est ce que M. Alcide Ebray a fait entrevoir, dès le début, aux lecteurs du *Devoir*.

Et l'Angleterre? L'Angleterre suivra la France, si la France est attaquée; vraisemblablement non, si c'est la France qui attaque.

Voilà l'aspect rassurant de la situation. La plupart des traités de garantie mutuelle ne valent qu'en cas d'attaque non provoquée. D'où l'extrême souci, chez tous les chefs d'Etat, de ne pas faire acte d'agresseur. Mais tout cela repose sur un échafaudage de mensonges, d'équivoques, de sous-entendus. Ce n'est sûrement pas "la tranquillité de l'ordre".

En attendant que de l'arche de Genève surgisse la colombe de la paix universelle, la seule condition d'une paix possible, à l'heure actuelle, se trouverait dans une entente convenable entre l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie, auxquelles se joindrait naturellement la Pologne. Staline et Litvinoff ne seraient pas contents, mais l'Europe civilisée respirerait.

Chaque fois que je reviens d'outre-mer, je me rappelle la réflexion d'un Allemand très intelligent, rencontré au lendemain de la guerre. Il n'avait pas foi dans le triomphe de l'évangile wilsonien. "Si nous avions, disait-il, assez de bon sens pour tracer une ligne de Dantzig à Trieste, et nous mettre d'accord à l'ouest de cette ligne, nous pourrions ensuite nous attaquer utilement aux autres problèmes."



Démocratisme, capitalisme, racisme — La Suisse, pays modèle

Après avoir jeté un coup d'oeil sur les points qui apparaissent comme les plus dangereux, en Europe, essayons de remonter aux causes foncières du mal.

En France et en Angleterre, on parle sans cesse, comme ici, de la menace que les Etats "totalitaires" font peser sur les pays "démocratiques". De toutes les explications, c'est la plus mauvaise, ou du moins la plus mal formulée. D'abord, sauf en Suisse, il n'y a pas de vraie démocratie. L'Angleterre reste le pays le plus aristocratique du monde. Le parti travailliste même s'aristocratise. En France, le peuple "souverain" est "captif", suivant la juste expression d'André Tardieu: captif des factions, des calculs électoraux, des entraves du régime. D'autre part, le fascisme et le nazisme, loin de marquer la faillite de la démocratie, en sont le triomphe. Comme le dit fort bien Bardoux, c'est la "démocratie hypertrophiée".¹ Au reste, en Angleterre comme en France, le travailliste MacDonald et le conservateur Chamberlain, le républicain Laval, le socialiste Blum et le radical Daladier ont prouvé que les gouvernements "démocratiques" peuvent s'entendre avec les "totalitaires" pour assurer la paix; et c'est tant mieux.

D'autres voient la principale cause du malaise dans le conflit des "mystiques" communiste et capitaliste. Quelle expression grotesque pour désigner deux systèmes foncièrement matérialistes! Mais l'idée est juste. Entre ces deux égoïsmes monstrueux, l'humanité, pour reprendre le mot de Karl Marx, est

¹ *Le Drame Français*, Editions des Portiques (p. 27).

prise comme entre l'enclume et le marteau. Pie XI a signalé le péril. Les adversaires du communisme, catholiques, libéraux ou conservateurs, dénoncent à l'envi les agissements de Moscou, mais ils ne font rien ou presque rien pour abattre le capitalisme; ce qui ne veut pas dire la suppression du capital, mais sa subordination au bien commun. En quoi ces prétendus défenseurs de la société se font les plus efficaces fourriers du bolchevisme.

Ces mêmes gens à courte vue, d'autres aussi, opposent un patriotisme ou un nationalisme intenses à ce qui fut, au début, l'une des idées maîtresses de la révolution russe: la suppression des patries et des nationalités. Mais il y a beau temps de cela. Dans toutes les écoles soviétiques, on professe aujourd'hui un nationalisme exalté; on glorifie les hommes et les épisodes qui ont fait la grandeur de la Russie sous le sceptre des Tsars tout autant que sous l'égide de Lenine.

C'est, avec des variantes, la répétition de ce qui arriva en France, au début de la Révolution. Les Jacobins commencèrent par prôner l'humanitarisme. Ils voulaient fraterniser avec tous les peuples, après les avoir affranchis du joug des "tyrans". Mais ces beaux sentiments se muèrent très tôt en un nationalisme farouche. La plupart des écoles et des doctrines nationalistes d'aujourd'hui, à commencer par l'*Action française*, procèdent du jacobinisme de 1792.

Le culte païen de la patrie, de la nationalité, de la race, — de la race surtout — domine ou pénètre toutes les autres "mystiques", s'adapte à tous les régimes politiques, à toutes les théories économiques ou sociales.

A cela rien d'étonnant. Le racisme — encore un affreux mot nouveau! — est le plus bestial des instincts sociaux. Il existe chez toutes les espèces animales. Toutes cherchent leur vie aux dépens d'autres vies.

Dans l'ordre purement politique, les Romains avaient trouvé le tour de coordonner pour un temps et par la force les rivalités des races qu'ils conquéraient. Mais seul le Christ, en restaurant les notions de paternité divine et de fraternité humaine, a réussi à refréner moralement cette tendance des troupeaux humains à s'entre-dévorer. A mesure que baisse l'emprise du spirituel, l'instinct de race reprend le dessus et ramène le monde à la sauvagerie. Cela aussi, Pie XI l'a vu et signalé; et Benoît XV avant lui. Combien de catholiques ont entendu et mis en pratique leurs salutaires avertissements?

C'est dans le racisme qu'il faut voir la cause profonde, la cause générale, du malaise dont souffrent l'Europe et le monde. L'amour désordonné de la race dresse les peuples les uns contre les autres, dans la haine, la méfiance ou l'incompréhension mutuelle. Il met en conflit majorités et minorités de race différente, dans les bornes d'une même patrie. La plupart de ces minorités s'apparentent à d'autres nations et recherchent leur appui: par là les crises intérieures se lient aux conflits internationaux et les aggravent. Parfois même ils les font surgir. Tous les Etats de l'Europe centrale et de l'Europe orientale sont affligés de cette lèpre et la propagent.

Quand M. Raoul Dandurand posa à Genève la question des minorités, j'applaudis chaleureusement à son geste. J'en suis revenu. Le premier à se prévaloir de cette généreuse initiative fut Stresemann, pour revendiquer les droits de la minorité allemande en Pologne. Depuis, l'idée a fait son chemin. Conçue et appliquée avec intelligence, dans chaque pays, par le gouvernement du pays

et sans intervention étrangère, elle aurait produit l'apaisement et contribué à la paix générale. C'est dans cet esprit que M. Dandurand la lança. Par malheur, elle fut presque toujours exploitée comme moyen d'engendrer la discorde. Un vétéran de la politique française et mondiale me disait, il y a quelques semaines, que ces revendications minoritaires constituent aujourd'hui le plus grand péril de l'Europe. Ramsay MacDonald en disait autant, il y a une quinzaine d'années. Il a fini piteusement, ce pauvre Ramsay; mais, dans le griboillis international, il a souvent vu clair.

Prenons garde de laisser grandir chez nous ce virus pestilentiel.

* * *

Quand on a vu, de près ou de loin, le spectacle que présentent les "grandes" nations et la "grande" politique, il fait bon d'aller se reposer l'esprit, les nerfs et les yeux en Suisse, le pays le mieux ordonné et le mieux gouverné de l'Europe.

La Suisse, ai-je dit, est la seule vraie démocratie. C'est en effet le seul pays où le peuple est vraiment consulté, où il a le droit et le moyen de faire connaître sa pensée, d'exprimer sa volonté, autrement que par le choix forcé entre deux ou trois escouades de politiciens. Le régime se maintient et fonctionne parce que le peuple sait accepter une loi et une discipline. Analyser la constitution suisse, étudier son mécanisme, m'entraînerait trop loin. Je me borne à signaler le juste équilibre que le peuple suisse sait garder entre son patriotisme national, les droits des races qui composent la Confédération, et l'accomplissement de ses devoirs internationaux.

La Suisse, on le sait, comprend quatre groupes ethniques, parlant chacun sa langue. Trois de ces langues sont officielles et la quatrième, le *romancio* des Grisons, vient d'être reconnue comme l'une des langues nationales. Divisée en vingt-deux cantons, elle connaît, comme nous, les conflits de juridiction; mais elle sait les apaiser avec bon sens. De même les questions de langue et de race. Les Fribourgeois et les Vaudois ne crient pas comme les oies du Capitole parce que telle plaque ou telle inscription, en Suisse allemande, n'est rédigée qu'en allemand. Les gens de Lucerne ou de Zurich ne grognent pas parce qu'à Genève ou à Lausanne on ne voit que des affiches françaises. Ils ont le sens des proportions.

Mais c'est dans l'ordre des relations internationales que ce bon sens se manifeste avec le plus de persistance. Par leur situation les Suisses sont en contact étroit avec les trois grandes nations qui leur sont apparentées par le sang, la langue et les traditions. Cette heureuse circonstance a fait beaucoup pour leur formation nationale et leur éducation politique. Ils ont su en profiter.

Dès 1914, à la veille de la guerre, j'avais été frappé de la prédominance de la conscience nationale sur les sentiments de race. Dans la Suisse genevoise ou romande, toutes les sympathies allaient à la France. On y était même injuste pour l'Allemagne. Dans les villes et les cantons allemands, j'ai entendu acclamer le Kaiser et l'Allemagne avec autant d'ardeur qu'en n'importe quelle ville germanique. Mais le devoir envers la patrie dominait ce double et contradictoire sentiment. Les Genevois et les Vaudois étaient aussi résolus à défendre le ter-

ritoire suisse contre la France, que les Bernois ou les Bâlois contre l'Allemagne. Tels étaient les Suisses en 1914, tels sont-ils en 1938.

La direction des Affaires étrangères est entre les mains de M. Giuseppe Motta, l'un des hommes les plus remarquables de l'Europe contemporaine. Originaire du Tessin, il appartient au groupe le moins nombreux de la Confédération. Catholique fervent, les protestants lui font confiance; Italien de race et de langue, il possède l'affectueuse estime des Suisses alémaniques et romands. Au reste, il manie avec une égale facilité les trois idiomes officiels du pays. Voici vingt-huit ans qu'il siège au Conseil fédéral (gouvernement national) et dix-huit ans qu'il dirige le Département politique (Affaires étrangères), poste qu'il a conservé après avoir abandonné la présidence de la Confédération. Les élections fédérales et cantonales se succèdent, les majorités changent, Motta reste en place: tous les groupes, tous les partis reconnaissent en lui l'homme le plus sûr, le plus ferme, le plus avisé à qui la nation puisse confier le soin de ses relations extérieures.

Depuis 1920, M. Motta représente la Suisse à la Société des Nations. Il y commande le respect de tous et jouit d'un prestige qui dépasse de beaucoup l'importance de son pays. Si les "grands" hommes d'Etat l'avaient parfois écouté, ils auraient évité quelques bévues, et des pires. Quand l'Ethiopie fut admise à Genève, ce fut contre son avis. Lorsque, pis encore, on ouvrit aux Soviétiques les portes du cénacle, il motiva l'opposition de la Suisse par un discours dont j'ai cité un passage au Parlement d'Ottawa, en 1935. Je viens de le relire en entier, ce discours. C'est une pièce magistrale. Chaque année, chaque épisode de l'évolution internationale met en relief le haut enseignement qu'il renferme.

Tout en refusant de pactiser avec les Bolcheviks dans l'ordre des relations internationales, M. Motta a favorisé les échanges commerciaux avec la Russie. Nous, nous avons fait tout le contraire. Notre gouvernement a interdit l'importation du charbon russe, pour le plus grand bonheur du sénateur Webster et de ses copains, détenteurs du monopole de la houille. Acclamations des badauds de Montréal et de Québec! Victoire sur le communisme! A quelques semaines de là, les représentants *officiels* du Canada Très-Chrétien et de la Russie communiste et athée se rencontraient à Rome et s'embrassaient à pleine bouche et à pleins bras; un peu plus tard, le *délégué officiel* du Canada votait pour l'admission des Soviétiques dans la Société des Nations: nos pieux et patriotiques *jobards* n'ont pas soufflé mot.

Quand apprendrons-nous la science de l'équilibre et l'art de mettre chaque chose en place?

Pie XI — L'homme, le Pape

Désarroi des idées, rivalité des intérêts, affrontement des peuples, conflit des "mystiques", telle apparaît l'Europe à ceux qui la voient à la surface et la jugent par ses journaux, ses parlements, ses démagogues et ses despotes. Mais au fond, calme comme celui de la mer démontée, on trouve des trésors de bon sens et de vertu. Qui saura les ramener à la surface et les mettre en valeur?

Un homme s'y applique. Du jour où il a pris la succession dix-neuf fois séculaire de celui que Jésus fit pêcheur d'hommes, Pie XI n'a cessé de mener sa barque en eau profonde, de jeter ses filets, d'indiquer aux peuples et à leurs chefs les récifs à éviter, les gouffres où ils se laissent entraîner, les ports de refuge et de salut.

Tous les maux dont souffre l'humanité, les doctrines qui l'égarerent, les passions qui l'exaspèrent et l'épuisent, il a tout vu, tout signalé, tout approfondi — causes, effets, remèdes. Socialisme, capitalisme, communisme, libéralisme ont subi tour à tour l'épreuve de sa pénétrante et sereine investigation. Mais le mal dont il a peut-être le mieux discerné la nocivité, l'opposition foncière à l'ordre catholique, c'est le *racisme*. Dans son encyclique d'inauguration, *Ubi Arcano*, il en a marqué le vice et les dangers. Au déclin de son glorieux magistère, — déclin d'âge, non de pensée — il le poursuit et le dénonce partout et toujours, sans souci des haines qu'il s'attire. Avec la même vigueur calme, il a condamné le nationalisme d'*Action française*, la puéride révolte de Providence, le culte naziste, les excès du fascisme. Il ne fait acception ni des personnes, ni des régimes. Les grêles sectaires de l'*Action française* l'ont accusé de vouloir complaire à Aristide Briand, la presse hitlérienne affecte de voir en lui le complice des bolcheviks, peu lui importe: il continue à dénoncer le mal où il se trouve. Et son prestige grandit aux yeux de tous, catholiques, protestants ou incroyants, qui ont encore quelque souci de justice et d'ordre social. "Jamais je ne me suis senti aussi fier d'être catholique", me disait, à Paris, un Français éminent, dont j'ignore les croyances intimes, mais qui, en tout cas, n'a jamais été un "clérical".

Quand Hitler est allé au capitole fasciste, il a ignoré le Pape. Il a bien fait. Qu'aurait pu dire au vicaire du Christ le porte-croix-gammée? A moins de tomber à genoux et d'abjurer son faux culte, de rendre à l'Eglise d'Allemagne la liberté de diriger les consciences, il ne pouvait qu'insulter le Pape ou lui offrir un hommage hypocrite. Mieux valait s'abstenir.

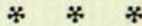
* * *

Ce que je voudrais mettre en lumière, plus encore que la grandeur de l'homme, c'est la bienfaisance de la fonction. Jamais peut-être la Papauté n'a paru plus nécessaire au monde qu'à l'heure présente, jamais les enseignements des Papes n'ont comporté plus de leçons salutaires que durant les quelque cent années qui viennent de passer. Remontez-en le cours à larges coups d'ailes: Grégoire XVI et Pie IX, en face des révolutions polonaises, hongroises, italiennes, rappellent aux peuples et aux rois leurs devoirs réciproques; Léon XIII projette les rayons de sa lumineuse intelligence sur l'organisation chrétienne des Etats et les injustices du déséquilibre social; Pie X, animateur de la vie intérieure de l'Eglise, signale les pièges du modernisme (déjà condamné par Léon XIII dans sa forme américaine), les illusions du socialisme chrétien et du Sillon; Benoît XV multiplie ses efforts pour mettre fin aux horreurs de la guerre et amener les peuples à conclure une paix équitable, avant que ne se consume "le suicide de l'Europe".

Toutes ces leçons, tous ces conseils de salut, Pie XI les a répétés, en tenant compte de la succession des événements et en marquant de sa puissante personnalité ce que j'ose appeler la réédition des enseignements pontificaux.

La personne des papes change, leur politique même, dans l'ordre des choses variables; chacun d'eux garde son tempérament, ses aptitudes, sa tournure d'esprit; mais la doctrine est immuable: chaque pape y puise l'inspiration qui lui permet d'enseigner le monde. Pie XI l'a rappelé aux excommuniés de l'*Action française*, qui lui opposaient, en la dénaturant, la patience de Pie X à leur endroit.

Même dans l'ordre des contingences purement humaines, le Pape voit plus clair que n'importe quel chef d'école ou d'Etat. Il voit toutes choses de plus haut et de plus près à la fois. Il est mieux renseigné sur ce qui se passe en tous pays. Il n'a pas d'empire à conserver ou à conquérir, de frontières à défendre, d'alliés à soutenir ou à contenir. Ceci est surtout vrai depuis que le Saint-Siège, dépouillé de son domaine temporel, en a récupéré tout juste ce qu'il lui faut pour affirmer son indépendance de toute puissance politique.



Oui, plus que jamais, le monde trouverait paix, bonheur et profit à suivre les directions de celui qui reste, malgré tout, le chef de la Chrétienté, selon le mot de Burke, protestant, et qui exerce, selon la parole d'un autre protestant, Guizot, la plus haute autorité morale au monde. Quel avantage l'Europe et le monde ont-ils trouvé à préférer les oracles de Woodrow Wilson aux conseils de Benoît XV?

Mais si les non-catholiques ont tort de mépriser ou d'ignorer les conseils salutaires de la Papauté, que dire des catholiques qui en font fi? Quel accueil les catholiques ont-ils fait, en tous pays, aux directions pontificales, avant, pendant et depuis la Grande Guerre? Les catholiques libéraux aux condamnations de Pie IX? Les catholiques monarchistes aux conseils de Léon XIII? Les catholiques modernistes aux censures de Pie X? Les catholiques de partout aux objurgations de Benoît XV? Les catholiques nationalistes aux avertissements répétés de Pie XI? Nous-mêmes, comment avons-nous mis en pratique les enseignements particuliers de Léon XIII sur la question des Ecoles du Manitoba, ceux de Benoît XV sur la question scolaire ontarienne, ceux de Pie XI sur l'affaire de Providence?

Ici comme en France ou ailleurs, les cas de révolte ouverte ou d'apostasie déclarée sont restés rares et isolés. Mais combien de coeurs ont sacrifié leurs préférences, combien d'esprits ont abjuré leurs erreurs? Joseph de Maistre disait que, de toutes les hérésies, le jansénisme était celle qui avait fait le plus de mal à l'Eglise, parce que les jansénistes, au lieu de se *séparer*, étaient restés dans le corps de l'Eglise et avaient continué à y répandre le venin de leur doctrine. N'est-ce pas également vrai du libéralisme doctrinaire, du modernisme, du nationalisme et surtout du racisme? Combien de sectateurs de ces doctrines disent, comme le fils de l'Evangile: Oui, Saint-Père! Oui, oui, Monseigneur! mais n'en pensent et n'en font pas moins à leur guise. Hypocrisie? Inconscience?

N'insistons pas: je ne veux pas terminer ces réflexions par une note d'amertume, mais plutôt convier les catholiques canadiens à faire leur examen de conscience *sociale*, à subordonner leurs préférences de race et leurs opinions particulières au ~~bien commun de la patrie, de la société~~ et de l'Eglise, à serrer leurs rangs derrière Celui à qui Dieu inspire les paroles de vie. A quel autre maître irions-nous?

SANT-SU-FICE

15 sous